

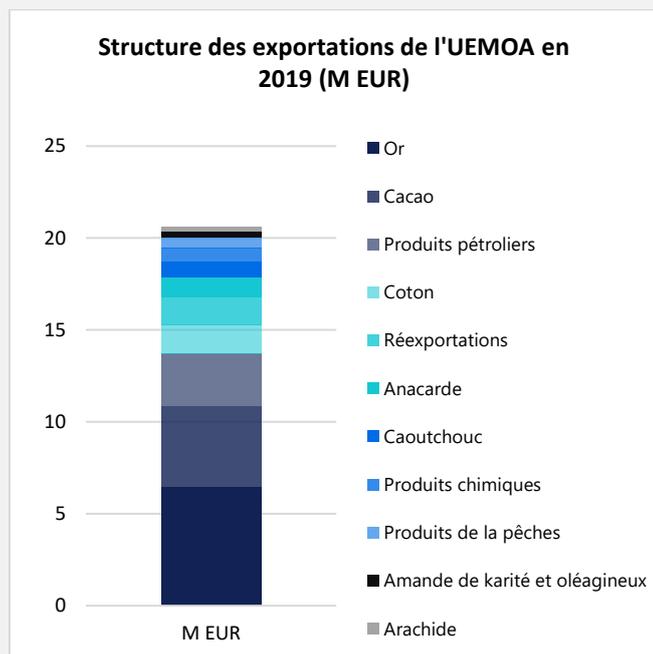
Zoom sur ...

... le commerce extérieur de biens de l'UEMOA en 2019

D'après la BCEAO, les échanges commerciaux de biens de l'ensemble des pays de l'UEMOA se sont élevés à 55,6 Mds EUR en 2019, en augmentation de +5,3% en glissement annuel (g.a.). **L'année 2019 a été marquée par une forte régression du déficit commercial** de la zone, de -2,9 Mds EUR en 2018 à -1,1 Md EUR en 2019.

❖ **Hausse des exportations (+10,6% en g.a.) dans un contexte de bonne tenue des cours de l'or**

En 2019, les exportations de biens des pays de l'UEMOA sont ressorties à 27,3 Mds EUR, en hausse de 10,6% en g.a. Composées essentiellement de matières premières ou de produits faiblement transformés, **elles sont dominées par l'or (23,4%) et le cacao (16,2%)**, suivis des produits pétroliers (10,3%), du coton (5,8%) et de l'anacarde (4,3%).



La forte progression des exportations est largement imputable à la hausse des ventes d'or (+13,5%, à 6,4 Mds EUR au total) – **une vente record tirée uniquement par une augmentation des cours – ainsi que celles du cacao (+14,7% à 4,4 Mds EUR) et du caoutchouc (+22,7% à 0,8 Mds EUR)** – qui bénéficient d'une production en hausse et de cours favorables. **Les exportations de produits pétroliers ont également progressé (+25,3% à 2,8 Mds EUR)** malgré la baisse des cours internationaux, grâce à des volumes en hausse de 30% en lien avec la remise en activité d'une unité de

production de la Société Ivoirienne de Raffinage endommagée en 2017. Dans une moindre mesure, ces augmentations ont été modérées par le **net recul des exportations de noix de cajou** (-23,7%, à 1,1 Md EUR) dans un contexte marqué par une baisse des cours internationaux.

❖ **Des ventes originaires de la Côte d'Ivoire à plus de 40% et principalement destinées à l'Europe**

L'analyse des parts des exportations par pays fait ressortir **la prédominance de la Côte d'Ivoire, qui représente 40,7% des ventes extérieures de l'UEMOA en 2019** – une part pourtant à son plus bas niveau depuis ces 10 dernières années. Elle est suivie du Mali (14,9%), premier producteur d'or de la région, qui passe devant le Sénégal (14,4%) et le Burkina Faso (12,9%).

Les ventes de l'UEMOA sont principalement destinées à l'Europe (46,6%, dont **6,1% à la France**), mais la part de **l'Asie dans les exportations de la zone est en constante augmentation** depuis 2009, passant de 10,8% à 23,3% en 2019 (dont 7,7% rien que pour l'Inde, qui importe notamment de l'anacarde et de l'or, mais seulement 3,2% pour la Chine). **La Suisse (18,7%) et l'Afrique du Sud (7,5%) – importateurs d'or** – ainsi que le Nigéria (8,4%) – importateur de pétrole raffiné – et les Pays Bas (6,3%) – importateur de cacao – sont les principaux clients de la région.

❖ **Augmentation des importations (+3% en g.a.), modérée par le recul de la facture énergétique**

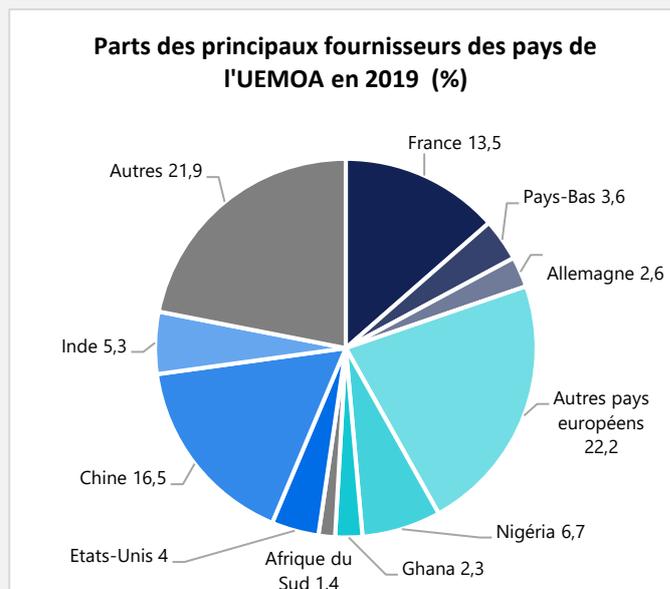
Les importations de biens des pays de l'UEMOA sont ressorties à 28,4 Mds EUR en 2019, en hausse de 3% en g.a. Le premier poste est constitué de **biens de consommation** (10,5 Mds EUR, soit 31,5% des importations totales, **dont 55,8% de produits alimentaires**). Les biens d'équipement représentent 21,9% des importations totales, les produits énergétiques 19,5% et les biens intermédiaires (principalement des matériaux de construction et des produits chimiques) 18,9%. La hausse des importations est imputable aux augmentations des achats enregistrés pour les biens d'équipements (+12,3%) et les biens intermédiaires (+8,3%), liées notamment à **plusieurs projets d'infrastructure au Bénin et aux travaux de construction et de rénovation dans les domaines aéroportuaires et hôteliers au Niger**. Ces hausses ont

été modérées par le repli des approvisionnements en biens de consommation (-1,0%) et en produits énergétiques (-0,8%), dans un contexte de recul des cours mondiaux du pétrole.

❖ **La Chine, 1^{er} fournisseur de la zone devant la France**

Les pays de la région s'approvisionnent principalement en Chine (**16,5% des importations totales, en augmentation de 1,1 point** en g.a.) et en France (13,5%, en hausse de 0,4 points), devant le Nigéria (6,7%) et l'Inde (5,3%). La part des importations en provenance des autres pays de la CEDEAO dans les importations totales de l'UEMOA a diminué de 0,4 points en 2019, s'établissant à 9,1%.

A noter que les échanges intra-UEMOA sont en hausse de +3,8% en g.a. mais demeurent faibles, estimés à 3,9 Mds EUR, soit **14,9% des exportations totales de la région**.



ACTUALITE REGIONALE

Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO à Niamey

La 57^{ème} Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique de Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est tenue le 7 septembre 2020 au Niger. Selon [le communiqué final](#), la Conférence a décidé de l'élaboration d'une nouvelle Feuille de Route pour le Programme de la Monnaie Unique de la CEDEAO et de différer, à une date ultérieure, le lancement de la Monnaie Unique. En outre, elle a instruit le Président de la Commission à soutenir les Etats membres dans leur quête pour une suspension du service de la dette en 2021. S'agissant de la situation au Mali, la Conférence a maintenu l'ensemble des sanctions et a demandé que le Président et le Premier ministre de la transition, tous deux civils, soient désignés au plus tard le 15 septembre 2020.

UEMOA : Nomination au sein du CPM de la BCEAO et nouveau projet de pacte de convergence en vue

[Le Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine \(UEMOA\) a tenu une session extraordinaire, le 3 septembre 2020](#), au cours de laquelle il a procédé à la nomination de 2 membres intuitu personæ du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO, conformément aux Statuts de cette dernière. Aucune information n'est pour l'instant disponible sur les personnes nommées. Par ailleurs, eu égard de l'impact de la pandémie de COVID-19 qui exerce des pressions sur les finances publiques par l'effet conjugué de la baisse des ressources budgétaires et la hausse des dépenses pour y faire face, la Commission de l'UEMOA soumettra un nouveau projet de pacte de convergence en décembre 2020 à la décision du Conseil.

Conclusions du rapport 2020 sur la transparence budgétaire des pays bénéficiaires de l'aide américaine

[Le Département d'État des États-Unis a publié son rapport sur la transparence budgétaire au titre de l'année 2020 des pays bénéficiaires de l'aide américaine](#). Le rapport révèle que 76 des 141 gouvernements évalués par le Département satisfaisaient aux exigences minimales de transparence budgétaire au cours de l'exercice 2019. Parmi ceux-ci, on retrouve le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Tous les autres pays d'Afrique de l'Ouest ne satisfaisaient pas aux exigences minimales, à savoir la mise à disposition du public dans des délais raisonnables d'informations fiables et suffisamment détaillés portant sur le budget national, les contrats publics et licences d'extraction de ressources naturelles ainsi les rapports d'organismes indépendants de contrôle des finances publiques. Toutefois, le Département a pu noter des progrès significatifs de la part du Bénin, de la Gambie, du Mali, de la Mauritanie et du Niger et du Nigéria en matière de transparence budgétaire.

Les rencontres Africa 2020 auront lieu au Togo et au Bénin

[Les rencontres Africa 2020](#), convention d'affaires entre dirigeants d'entreprises françaises et africaines, et organisées par le groupe Classe Export, se tiendront cette année les 24 et 25 novembre prochains dans plusieurs villes en Afrique et en France, dont Dakar, Cotonou et Lomé. Toutefois, du fait de la pandémie, une partie des rencontres aura lieu au sein d'un salon digital.

BENIN

L'interdiction des sachets en plastiques non-biodégradables effective dès octobre 2020

Le 19 août 2020, le magistrat Bienvenu Sohou, juge d'instruction au tribunal de Lokossa, a annoncé que la [répression contre l'usage des sachets non-biodégradables va débiter en octobre 2020](#) sur toute l'étendue du territoire national, conformément aux articles 13, 12 et 14 de la [loi 2017-39 du 26 décembre 2017](#) portant interdiction de la production, de l'importation, de l'exportation, de la commercialisation, de la détention, de la distribution et de l'utilisation de sachets en plastique non-biodégradables au Bénin. Il s'agira dans un premier temps de récupérer et détruire les stocks de sacs plastiques en possession des marchands, puis, dans un second temps, les contrevenants, commerçants et particuliers, pourraient se voir infliger des amendes ou des peines de prison.

BURKINA FASO

Adoption en Conseil des ministres de l'avant-projet de budget 2021

L'avant-projet du budget 2021 a été approuvé lors du [Conseil des ministres du 9 septembre 2020](#), puis transmis à l'Assemblée nationale pour adoption. L'avant-projet prévoit 2241,4 Mds FCFA (3,4 Mds EUR) en recettes et 2782,2 Mds FCFA (4,2 Mds EUR) en dépenses, contre respectivement 2038,9 Mds FCFA (3,1 Mds EUR) et 2507,6 Mds FCFA (3,8 Mds EUR) dans la loi de finances rectificative 2020. Le solde budgétaire s'établit ainsi à 540,8 Mds FCFA (822,1 M EUR) en 2021, soit 5,6% du PIB contre 5,4 % attendus en 2020. Les dépenses de personnel sont évaluées à 950 Mds FCFA (1,4 Md EUR), soit 54,9% des recettes fiscales (contre 53,1% en 2020). Les axes décrétés prioritaires sont le renforcement de la sécurité et de la cohésion sociale, la bonne gouvernance et le développement du capital humain.

L'état de catastrophe naturelle décrété après les inondations et 7,6 M EUR dégagés pour les sinistrés

Le Burkina Faso est confronté à des pluies diluviennes récurrentes depuis le début de la saison des pluies en juin 2020. La dernière en date, le 5 septembre, a fortement impacté Ouagadougou. C'est dans ce cadre que le chef de l'Etat a décrété l'état de catastrophe naturelle et [qu'en Conseil des ministres, le 9 septembre 2020](#), le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement a reçu instruction de dégager une ligne de crédit de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) au profit du Fonds national de solidarité pour faire face aux urgences.

Lancement d'un Fonds de soutien de la finance inclusive

[Le Fonds national de la finance inclusive \(FONAFI\) a été lancé le 10 septembre 2020](#). Il s'agit d'un nouvel instrument créé par le gouvernement burkinabè avec l'appui financier de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et de la Coopération suisse pour mettre en œuvre la Stratégie Nationale de la Finance Inclusive (SNFI) 2019-2023. D'un coût global de 44 Mds FCFA (67 M EUR), il vise à accompagner l'économie informelle et les groupes vulnérables pour leur permettre d'accéder à des services financiers adaptés à leurs besoins.

Attribution du marché de la construction d'une partie du nouvel aéroport de Donsin à Sinohydro

Dans le cadre du projet de construction du nouvel aéroport international de Ouagadougou-Donsin, [le Conseil des ministres du 9 septembre 2020](#) a marqué son accord pour l'attribution du lot A1-bâtiments de la zone technique à l'entreprise chinoise SINOHYDRO CORPORATION LTD. Ce marché, d'un montant de 11,6 Mds FCFA (17,6 M EUR), financé par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et le budget de l'Etat, devrait être exécuté dans un délai de 24 mois.

CAP-VERT

Hausse des envois de fonds au premier semestre 2020 (+13,5% en g.a.)

Selon un récent [bulletin des statistiques](#) de la Banque centrale du Cap-Vert, les envois de fonds des migrants à destination de l'archipel ont augmenté de 13,5% au terme du premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019, pour atteindre 87,5 M EUR, soit 480 000 EUR/jour. Une baisse est néanmoins observée sur le deuxième trimestre, à 41,8 M EUR contre 45,7 M EUR au cours du premier trimestre 2020. Les Etats-Unis sont le premier pays d'origine de ces fonds, avec 27,2 M EUR, devant le Portugal, représentant 21,2 M EUR.

CÔTE D'IVOIRE

Signature d'accord avec OCP Africa pour redynamiser la production rizicole

[Le ministère de la Promotion de la riziculture et OCP Africa ont procédé le 4 septembre à la signature d'un protocole d'accord visant à booster la production nationale](#) de riz dans la perspective d'assurer l'autosuffisance du pays. Les principaux domaines de coopération sont : (i) le développement et la structuration de la chaîne de valeur des activités rizicoles ; (ii) le développement de formules de fertilisants adaptés aux besoins des sols pour une fertilisation raisonnée ; (iii) Le déploiement de formations et de sensibilisation des riziculteurs aux bonnes pratiques agricoles et (iv) la digitalisation du processus de la chaîne de valeur de la production du riz. En 2019, la Côte d'Ivoire a importé 1,3 Mt de riz alors que la consommation nationale estimée à 2,7 Mt.

Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques et la FAO signent un protocole d'accord pour la lutte contre la fièvre aphteuse

[Le ministère des Ressources animales et halieutiques \(MIRAH\) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture \(FAO\) ont signé un protocole d'accord](#) qui vise à atténuer les risques et les impacts de la fièvre aphteuse. Pendant 2 ans, ce projet, doté d'un budget de 28 M FCFA (42,7 K EUR) financé par l'Agence de réduction des menaces du département de la défense des Etats-Unis (DTRA), sera exécuté avec le soutien du [Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières](#) (ECTAD) de la FAO et la Direction des Services Vétérinaires (DSV) du MIRAH. La Côte d'Ivoire bénéficiera du soutien de la FAO pour lutter contre cette maladie virale hautement contagieuse qui affecte bovins, porcs, ovins et caprins. Le dernier foyer de la maladie dans le pays a occasionné des pertes économiques estimées à plus de 2 Mds FCFA (3 M EUR).

Une nouvelle usine de stockage de butane de 12 kt pour une augmentation de 60% des capacités de stockage du pays

[Le Conseil des ministres du 9 septembre 2020](#) a adopté un décret permettant la création d'une nouvelle société de gestion du gaz butane, SAPET Energy, issue d'une convention de partenariat entre l'entreprise nationale Petroci holding (35%) et la société nigériane Sahara International (65%). Elle devrait construire une nouvelle usine de stockage de butane d'une capacité de 12 kt qui permettra d'augmenter de 60% les capacités de stockage de la Côte d'Ivoire, faisant ainsi passer l'autonomie du pays de 15 à 27 jours. Le coût total du projet est estimé à 23,9 Mds FCFA (36,5 M EUR). Pour rappel, la consommation du gaz butane en Côte d'Ivoire a connu une forte croissance ces dernières années, passant de 154 kt en 2012 à 380 kt en 2019.

62,4 M EUR de la BAfD pour le renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité

[Un prêt de près de 40,9 Mds FCFA \(62,4 M EUR\) de la Banque Africaine de Développement \(BAfD\) a été approuvé](#) à l'issue du Conseil des ministres du 9 septembre 2020 en vue du financement du Projet de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité phase I (PROSER I). Pour rappel, 94% de la population ivoirienne est accordée au réseau électrique selon les dernières estimations de la [Banque mondiale](#). L'objectif de ce projet est de porter le taux d'électrification à 100% à terme.

Bilan du PSGOUV à fin juin 2020

La mise en œuvre du programme Social du Gouvernement (PSGOUV) à fin juin 2020 a été marquée par les procédures d'ajustement des modalités d'exécution des activités, en lien avec les restrictions imposées par la lutte contre la COVID-19, d'une part, et avec les contraintes techniques liées au nouveau système d'information budgétaire, d'autre part. [Ainsi, le montant total engagé, au cours du 1^{er} semestre 2020, s'est établi à 188,6 Mds FCFA \(287,5 M EUR\), soit 38% de la dotation disponible.](#) Dans le cadre du PSGOUV, plus de 1,2 M d'individus ont bénéficié de la réduction de 20% du tarif social d'électricité entre janvier 2019 et fin juin 2020, soit une économie globale de 6,6 Mds FCFA (10,1 M EUR) réalisées par les ménages sur la période. En outre, 411 nouvelles localités ont été électrifiées au du premier semestre 2020, faisant ainsi passer le taux de couverture à 73,6%, contre 69% à fin 2019. Dans le domaine de l'hydraulique, on note l'accroissement de la capacité de production de 350 000 m³/jour en 2011 à 750 000 m³/jour en juin 2020. Aussi, 19 170 km de pistes villageoises ont été reprofilés de janvier 2019 à fin juin 2020, dont 736 km réalisés au titre du 1^{er} semestre 2020, pour faciliter les conditions de circulation des populations et de commercialisation de la production.

GAMBIE

La Banque centrale maintient son taux directeur

Selon [le communiqué de presse](#) du Comité de Politique monétaire de la Banque centrale de Gambie tenu le 27 août dernier, le taux de croissance de l'économie nationale est projeté à -1,2% en 2020, du fait de l'impact de la COVID-19, après +6,2% en 2019. En outre, l'inflation globale est tombée à 4,8% en juillet 2020, contre 7,3% en juillet 2019. Le déficit de la balance courante pour le premier semestre 2020 a atteint 62,9 M USD, soit 3,5% du PIB, contre 23,9 M USD (1,4% du PIB) au premier semestre 2019. Les réserves internationales se sont établies à 306 M USD à fin juin, soit 5 mois d'importations. Le ratio de liquidité du secteur bancaire a atteint 93,5% à fin juin 2020 et le taux de créances douteuses se situe à 4,5%. Tenant compte des facteurs ci-dessus, le CPM a décidé de maintenir inchangé le taux directeur à 10%.

GUINEE

L'UE et Plan International font un don de 1 M EUR en vue de soutenir les personnes les plus vulnérables face à la COVID-19

La délégation de l'Union européenne (UE) en Guinée et Plan International ont lancé le 4 septembre 2020 un projet visant à soutenir les personnes vulnérables les plus affectées par les conséquences économiques de la COVID-19. Il s'agit notamment des agriculteurs et petits exploitants qui ont des difficultés à écouler leurs productions à cause des limitations de circulation. [Ce don est cofinancé par l'Union européenne \(95,2%\) et Plan International Allemagne \(4,8%\)](#) pour un montant total de 11,9 Md GNF (1 M EUR). Après les partenaires ALIMA, Terre des hommes, la Croix-Rouge française et l'ONG belge MEMISA, ce nouveau projet avec Plan International est le 5^{ème} financé par l'UE en quelques mois pour un montant total de 14,8 M EUR.

L'ANIES a opéré un transfert monétaire à destination de 17 000 ménages

L'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES) a opéré [un transfert monétaire à destination de 17 000 ménages](#) (près de 110 000 personnes), qui peuvent retirer leur argent depuis le 10 septembre 2020 au niveau des points installés par la Société Générale (via le portefeuille « YUP ») et Ecobank (via « Point Express »), les partenaires techniques de l'ANIES. Chaque ménage éligible au programme recevra chaque mois, pendant six mois, la somme de 250 000 GNF (22 EUR). Ce transfert entre dans le cadre de la [Phase 2 du plan d'urgence de l'ANIES contre la COVID-19](#), dont le processus a été lancé le 13 août dernier. Dès le mois de septembre, il est prévu que les opérations soient progressivement étendues à l'intérieur du pays. Au total, cet appui financier du gouvernement concernera 1,5 M de guinéens (240 000 ménages). Pour rappel, le processus d'identification des ayants droit a été réalisé avec l'appui de la Banque mondiale, principal partenaire financier de la Guinée pour ce projet ([à hauteur de 70 M USD, approuvé en mai 2020](#)). La société française de biométrie IDEMIA a procédé à l'enrôlement biométrique des personnes identifiées.

LIBERIA

Lancement de la plate-forme de paiement numérique TipMe

[L'application de paiement électronique sur téléphone portable, TipMe-Liberia, a été lancée le 7 septembre 2020](#) à Monrovia. La société a obtenu une licence de la Banque centrale du Libéria et possède également une franchise de licence de TipMe Global, un développeur américain d'applications financières basé. La société proposera plusieurs solutions financières électroniques, notamment un portefeuille d'argent mobile, des transferts de fonds internationaux, le paiement des salaires et des factures. Les clients auront la possibilité de charger leur portefeuille sur internet via une carte Visa ou Mastercard. Pour rappel, selon la Banque mondiale, l'inclusion financière au Libéria - solutions de téléphonie mobile incluses - était estimée à 37,7% en 2017.

MALI

Moody's dégrade la notation du Mali ainsi que la perspective

[L'agence de notation Moody's a dégradé la notation du Mali de « B3 » \(catégorie spéculative avec risque de crédit élevé\) à « Caa1 » \(catégorie spéculative avec risque de crédit très élevé\) et a changé la perspective de stable à négative.](#) Selon l'agence, le coup d'État militaire représente une détérioration de la force institutionnelle et de gouvernance et ouvre une période d'instabilité politique accrue et de tensions économiques et financières. Les sanctions déjà en place augmentent le risque que le gouvernement ne respecte pas ses obligations en matière de dette. En outre, la situation politique actuelle pourrait se détériorer davantage en l'absence d'accord rapide entre la junte militaire et la société civile ainsi que les pays voisins.

Amélioration de l'intégration régionale, l'économie locale et l'emploi par le financement d'une route

Selon la Banque africaine de développement (BAfD), [le projet d'élargissement de la route Carrefour de la Paix-Pont Woyowayanko-Point Y, réalisé entre 2010 et 2013 à Bamako, a amélioré le système de transport terrestre, réduit les accidents de la circulation, accru les échanges locaux et régionaux et créé de nombreux emplois.](#) Le tronçon fait partie du corridor reliant la Guinée et le Mali. Selon le rapport d'achèvement, le projet, financé à hauteur de 18,7 M USD par la BAfD, a permis d'accroître le volume du trafic entre les 2 pays de 59 kt en 2008 à 120 kt en 2018. Les activités commerciales ont connu également un dynamisme avec l'augmentation du nombre de stations-service, de bars, de lieux de restauration et de pharmacies.

MAURITANIE

L'Espagnol Elecnor remplacé par Siemens sur un contrat éolien de 140 M EUR

Le consortium espagnol Elecnor/Gamesa avait été attributaire en avril 2017 d'un projet de 140 M EUR pour la construction d'une centrale éolienne de 100 MW à Boulenouar, localité située à 398 km de Nouakchott. [Suite à un avenant au contrat signé par la SOMELEC \(société mauritanienne d'électricité\), l'Allemand Siemens remplace l'Espagnol Elecnor dans la construction de la centrale.](#) Le consortium Elecnor/Gamesa devient en conséquence Siemens/Gamesa. Le projet éolien de Boulenouar demeure à cette date le plus gros projet du genre initié en Mauritanie. Les raisons du retrait d'Elecnor n'ont pas été déclinées. Toutefois, il intervient dans un contexte marqué par l'ouverture d'une enquête judiciaire sur l'attribution des contrats d'énergie solaire de la Société mauritanienne d'électricité (SOMELEC) contre lesquelles pèsent des soupçons de corruption.

NIGER

Approbation de 4 conventions pour la recherche d'or et de métaux connexes

Quatre conventions minières entre l'Etat du Niger et les sociétés Groupe Planete d'Afrique (2 conventions), la Société des Mines de l'Afrique (SOMAF ; 1 convention) et Africa Investment (1 convention) pour des permis de recherches d'or et métaux connexes dans le département de Bilma, ont été adoptées par [le Conseil des ministres du 4 septembre 2020](#). Les trois entreprises s'engagent à investir un montant minimum de 11 M USD (9,3 M EUR) pour la réalisation des travaux dans les trois ans suivant la signature de ces conventions.

SENEGAL

Près de 190 000 emplois créés en 4 ans au Sénégal grâce au PSE

Selon une étude menée par l'État sénégalais et la Banque africaine de développement (BAfD), [le Sénégal aurait investi 235 M EUR dans les secteurs prioritaires marchands sur la période 2014-2018](#). La contribution de la BAfD s'élèverait à 103,5 MEUR, soit 44% du coût des investissements. Ces investissements ont permis de créer 186 932 emplois directs et indirects, en grande partie dans le secteur des services. La contribution de la BAfD à ces créations d'emplois serait de 15%, soit 28 852 emplois créés, dont 35% occupés par des femmes et 54% par des jeunes. Durant la 1^{ère} phase de mise en œuvre du Plan Sénégal émergent (PSE), le pays a enregistré un taux de croissance économique soutenu, soit en moyenne 6,92% sur la période 2014-2018.

Relance du tourisme : 25 chantiers prioritaires et 1,3 Md EUR d'investissements d'ici à 2025

Le ministère du Tourisme et des Transports aériens a présenté, le 7 septembre, à des ministères sectoriels, son plan d'actualisation de la stratégie de développement du secteur touristique avec [25 chantiers prioritaires prévus pour un budget estimé à 840 Mds FCFA](#) (1,3 Md EUR). Cette somme serait répartie entre la réhabilitation des réceptifs hôteliers, le programme d'accompagnement des acteurs du secteur, l'aménagement de nouvelles zones touristiques, l'amélioration de la sécurité des touristes avec une police dédiée et dotée de moyens et l'accès plus facile à l'internet. Ainsi d'ici 2025, l'Etat souhaiterait atteindre 2,8 M d'emplois, 985 Mds FCFA (1,5 Md EUR) de recettes et 4,1 M de touristes. Cela passerait par un plan de relance basé sur 5 axes, que sont le patrimoine, l'expérience, la vente et la distribution, l'institution et enfin les infrastructures.

Signature de plusieurs conventions de financement avec l'Allemagne

Le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération et l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Sénégal ont signé, le 9 septembre, [3 nouveaux accords de coopération financière et technique, pour un montant global de 96 Mds FCFA](#) (146 M EUR). Ces allocations du gouvernement allemand sont destinées à la mise en œuvre des projets et programmes dans le secteur des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'accès à l'énergie ainsi qu'au soutien à la mise en œuvre du programme «partenariats réformes», initié dans le cadre du « Compact avec l'Afrique ». Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, l'Allemagne, a accordé un don de 100 M EUR pour soutenir la mise en œuvre du Programme de Résilience Economique et Social (PRES).

SIERRA LEONE

La Sierra Leone reçoit 600 K USD de dons de l'OMS et de la BAfD pour lutter contre la COVID-19

[Un don de l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\) et de la Banque africaine de développement \(BAfD\)](#) composé de fournitures et d'équipements de réponse à la COVID-19, d'une valeur de plus de 600 K USD, a été officiellement remis au ministre de la Santé et de l'Assainissement le 4 septembre 2020. Ce don comprend notamment 204 concentrateurs d'oxygène, une ambulance médicale, 5 000 kits d'extraction d'acides nucléiques et 6 000 tubes de collecte. L'objectif est d'accroître la capacité du pays à faire face à la pandémie, mais aussi à assurer la fourniture de services de santé de routine essentiels.

TOGO

Mesures fiscales pour les secteurs durement affectés dans le contexte de la COVID-19

En vue de soutenir les opérateurs économiques dans le contexte de la crise liée à la COVID-19, [le gouvernement togolais a adopté plusieurs mesures fiscales](#). Il s'agit entre autres : d'une réduction spéciale de 25% sur l'acompte de la patente en faveur des entreprises de transports, de tourisme, des hôtels, des restaurants ; pour les entreprises individuelles assujetties à la Taxe Professionnelle Unique (transporteurs routiers, artisans...), d'une réduction de 50% sur le 2^{ème} acompte de cette taxe ; de l'exonération de droits et

taxes relatifs à l'importation de matériels agricoles, de matériels médicaux et des produits exclusivement utilisés dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Aussi, sont exonérés de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, les livraisons en l'état des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ainsi que les matériels agricoles, les soins et prestations médicaux... Ces dispositions s'étendent jusqu'à un mois après l'état d'urgence sanitaire.

L'importation et la commercialisation des produits dits « sensibles » désormais soumises à une déclaration préalable

Par [arrêté interministériel N°031/MSCIDSPCL/MEF/MAPAH](#), l'importation et la commercialisation des produits dits « sensibles » sont désormais soumises à une déclaration préalable auprès du ministère du Commerce. Les produits concernés sont : animaux et poissons vivants, ciment, eau minérale, riz, huile végétale... Par ailleurs, cette liste peut être actualisée en cas de besoin.

La Chine veut aider le Togo à tripler le rendement de ses rizières

La Chine veut permettre au Togo de produire 10 à 12 tonnes de riz à l'hectare au lieu 3,5 actuellement. [En effet, après avoir formé une trentaine d'ingénieurs togolais, la Chine a remis au pays un lot de matériels destiné à la création d'un riz hybride local.](#) L'institut togolais de recherche agronomique (ITRA) sera chargé de mettre à profit ce nouvel appui de Pékin à la filière rizicole, en créant notamment des variétés de riz hybrides typiquement togolais. De 2008 à 2017, la culture du riz au Togo a connu une embellie, passant de 85 637 tonnes à 140 519 tonnes, une hausse de plus de 64%.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CPV	CIV	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020¹</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	130,9	1 100
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,8	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	149,6	-
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	775	3 564,7	2 238	750,9	1 103,8	808,8	690	867,9	1 688,9	562	1 456,8	536	709,1	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,9	+6,2	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,5	+5,3	+5,1	+5,3	+6,1	+3,1
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+24,4	-0,6	+2,3	-2,5	+1	14,8	0,7	-0,3	8,4
Finances Publiques																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-2,7	-1,9	-2,3	-2,6	-0,5	-5,1	-6,3	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,8	-1,2	-2,3	-4,3
<i>Dette publique (%PIB) 2019</i>	41,2	40,0	123,0	37,8	82,5	34,2	70,6	51,1	40,4	61	42	64,1	69,4	70,9	44,5	50,1
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers² (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	2 365,4	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	1 070,6	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,4	-0,2	-2,7	-5,4	-13,7	-10,2	-22,5	-4,2	-10,6	-13,2	-7,7	-13,7	-4,2	-5,3	-4
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8	-	3,8	4,8	-	2,4	-	5,3	-	-	3,5	-	5,5	5,9
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2019)³</i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)⁴</i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Risque Pays⁶</i>	B	D	C	B	-	D	-	D	D	C	C	A4	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ ONU

² Trade Map-2019

³ PNUD – Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE – La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

⁶ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque